

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 27 août 2025**  
(Convocation du 21 août 2025)

Aujourd'hui, le 27 août 2025 à 13h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	3
• Voix	3
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	3
• Voix	3
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : M. Thierry Carrère, Membre

Rapporteur : Paul Carrère



**OBJET : Conventions - Biodiversité - Maison de l'eau - Site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau  
- Convention entre l'Institution Adour et Public Labos pour accès gracieux par voie électronique  
aux résultats d'une prestation d'analyses d'eau**

**Exposé des motifs :**

Le site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, propriété de l'Institution Adour, fait l'objet d'un plan de gestion pluriannuel ; le plan pour la période 2018-2024 est arrivé à échéance au 31 décembre 2024. Le bilan de ce plan, établi en 2024, est capitalisé pour l'élaboration (actuellement en cours dans une démarche partenariale) du plan pour la période 2025-2031.

Des analyses d'eau en 11 différents points du site, répartis sur une demi-douzaine de plans d'eau de tailles variées, sont opportunes pour préciser le diagnostic du site et contribuer à l'élaboration de certaines mesures du plan 2025-2031.

La commande de ces analyses a été passée au prestataire Public Labos, après une consultation par demande de devis. La commande propose une option d'accès gratuit aux résultats, par accès gratuit au site extranet de Public Labos ; cet accès est cadré par une « convention de preuve » (modèle porté en annexe) entre Public Labos et l'Institution Adour.

Cet accès aux résultats par voie électronique présente des avantages par rapport à la fourniture de rapports papier (rapidité, dématérialisation), tout en disposant de la même force probante.

Vu la commande passée à Public Labos, pour la réalisation d'analyses d'eau en différents points des plans d'eau du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, dont les résultats seront capitalisés dans l'élaboration du bilan du plan de gestion de ce site pour la période 2025-2031,

Considérant que l'accès aux résultats de ces analyses d'eau par voie électronique est une option gratuite de la commande passée à Public Labos, qu'il présente des avantages par rapport à la fourniture de rapports papier et assure la même force probante,

Considérant le projet de « convention de preuve » entre Public Labos et l'Institution Adour pour cet accès aux résultats de ces analyses d'eau par voie électronique,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'approuver les termes de la « convention de preuve » à intervenir entre Public Labos et l'Institution Adour pour l'accès gracieux par voie électronique aux résultats d'une prestation d'analyses d'eau de divers plans d'eau site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau,
- d'autoriser le président à signer ladite convention,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 27 août 2025 à Haut-Mauco,

Le Président,  
Paul CARRÈRE

**La messagerie électronique, même si elle apporte un gain de temps, ne constitue pas un moyen de communication sûr pour transmettre des données.** Une simple erreur de manipulation (adresse de messagerie erronée, code d'accès peu fiable ...) peut conduire à divulguer à des destinataires non habilités des informations couvertes par le secret et à porter ainsi gravement atteinte à votre entreprise. De plus les attaques sur les messageries sont nombreuses et diverses.

La Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés ne conseille pas ce mode de transmission pour des données personnelles ou confidentielles.

**C'est pourquoi Public Labos propose son extranet pour avoir tous les résultats le plus rapidement possible et ce en toute sécurité !**  
**Demandez votre convention extranet.**

Néanmoins, en dégageant sa responsabilité et si vous le souhaitez, Public Labos vous propose de vous transmettre ponctuellement vos rapports d'analyses correspondant à des non-conformités par mail sous forme de fichier PDF.

**Les rapports d'analyses validés** transmis par voie électronique sont en tous points identiques aux rapports transmis par voie postale ou téléchargeables sur le site extranet et ont la même force probante que le document sur support papier. Public Labos garantit la confidentialité, l'intégrité et l'authenticité de ses rapports d'analyses car ils sont validés ou visés par un signataire habilité via le logiciel de gestion du laboratoire. Chaque rapport comporte l'identification du signataire, sa fonction et sa signature numérisée.

Public Labos peut aussi envoyer par mail des **résultats provisoires**. Ces résultats prennent la forme de rapports d'analyses provisoires, qui ne font pas référence à l'accréditation et ne comportent pas de signature, au contraire des rapports d'analyses validés que vous recevez par la suite. Comme l'indique le document GEN REF11 du COFRAC, ces résultats provisoires rendus hors accréditation ne sont par conséquent ni présumés conformes au référentiel d'accréditation ni couverts par les accords de reconnaissance internationaux.

**Modalités d'envois :** Les rapports validés ou provisoires sont transmis en format PDF en pièce jointe dans un courrier électronique envoyé à(aux) l'adresse(s) e-mail communiquée(s) ci-dessus (cf encart plus bas).

L'authenticité du message est assurée par l'adresse électronique de l'émetteur.

Un duplicata de la version électronique du rapport validé peut être transmis sur demande pendant une durée de 5 ans.

#### Prise d'effet

Le présent engagement prend effet à compter de la réception au laboratoire de la convention de preuve signée. Il peut prendre fin à tout moment sur demande écrite.

#### Modalités de gestion des conflits

En cas de litige, seule la version archivée par Public Labos aura valeur probante. Public Labos ne pourra être tenu responsable en cas de falsification, usurpation d'identité, prise de connaissance par un tiers non désiré, dès lors que les engagements ci-dessus ont été respectés.

#### Engagement du client

Le client est responsable de la sauvegarde et de l'archivage des rapports d'essais téléchargés. En cas de modification d'un rapport les éditions précédentes seront détruites.

Le client s'engage à informer Public Labos en cas de changement d'adresse e-mail. Dans ce cas, une nouvelle convention de preuve sera signée.

Public Labos ne pourra être tenu responsable si le client ne l'a pas informé du changement de son adresse mail.

Par retour de ce document avec les informations remplies, le client accepte les conditions d'envoi des rapports d'analyses et des éventuels résultats provisoires énoncées ci-dessus et en accepte les risques.

**Si vous souhaitez ces envois ponctuels par mail merci de remplir ces informations**

Raison sociale		Code client :
Commune		
Adresse(s) e-mail d'envoi des rapports		
<b>J'assure avoir pris connaissance des risques d'envois de résultats par mails et en assume la responsabilité</b>	Fait à .....	Signature du client : .....

*Ces informations sont individuelles et confidentielles, elles ne doivent en aucun cas être communiquées à des tiers. Toute diffusion et utilisation de ces dernières sont faites sous la responsabilité du client et considérées comme émanant du client. Public Labos ne pourra être tenu responsable en cas de falsification, usurpation d'identité, prise de connaissance par un tiers non désiré, dès lors que les engagements ci-dessus ont été respectés.*